

Concours : 2^e concours d'accès à l'ENM

Epreuve : Cas pratique sur un sujet de droit civil ou de procédure civile

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



Question 2 :

Mme D se défend en Juin 2016 une requête en séparation de corps. M. D entend introduire une demande en divorce.

Si Mme D ne peut pas modifier le fondement de l'instance judiciaire introduite, en ce compris substituer à sa demande de séparation de corps une demande en divorce, et ce en application de l'article 1076 du code de procédure civile, aucune disposition n'interdit pareille démarche pour M. D.

Il conviendra de présenter une demande reconventionnelle en divorce. Quatre causes de divorce existant, M. D devra opter par la voie la plus appropriée.

Le divorce par consentement mutuel doit être exclu dès lors qu'il requiert la présentation d'une requête conjointe et que Mme D a déjà introduit une instance dont elle ne peut modifier le fondement. (Article 230 du code civil)

Le divorce pour altération définitive du lien conjugal requérant une cessation de la communauté de vie depuis deux ans (Article 238 du code civil) ne pourra être invoqué dès lors que M. D a quitté le domicile conjugal pour raison professionnelle en septembre 2015, soit il y a moins de 2 années.

Le divorce pour faute pourra être envisagé sur le fondement de l'article 242 du code civil sous réserve que M. D apporte la preuve d'une violation grave et renouvelée des devoirs du mariage par Mme D.

En l'espèce, M. D pourra faire valoir l'infidélité de son épouse, la fidélité étant un devoir du mariage. Il conviendra

Pour prétendre au succès de sa demande de faire valoir les conditions particulières de cet adultère et notamment le fait qu'il soit révélé au travers de photographies et messages circulant sur le net.

Le divorce accepté est enfin un autre fondement à exclure dès lors que Mme D ne peut modifier le fondement de sa demande.

En conclusion, malgré la procédure engagée par Mme D, N.D. pourra utilement présenter une demande reconventionnelle en divorce pour faute, par le biais de son avocat, la représentation (ou l'assistance) étant obligatoire.

Question 3

N.D. entend éviter qu'une pension alimentaire soit mise à sa charge, au profit de son épouse, dans le cadre d'une séparation de corps.

L'article 303 du code civil prévoit qu'une pension alimentaire est due à l'époux dans le besoin et ce sans considération des torts éventuels dudit époux.

Mme D. n'exerce aucune activité professionnelle, elle se trouve dans une situation de besoin de sorte que N.D. ne pourra pas éviter le versement à son profit d'une pension alimentaire.

La disposition susvisée réserve néanmoins la possibilité pour le juge de décharger totalement ou non le créancier d'aliment de son obligation sur le fondement de l'article 207 alinéa 2 du code civil.

N.D. pourra faire valoir l'infidélité de son épouse comme manquement grave à ses obligations envers lui.

Le succès de sa défense demeure incertain dès lors que le manquement susévoqué dépend de l'appréciation souveraine du juge. Compte tenu de la "publicité" de l'adultère, l'on peut considérer la possibilité de réduire le montant de la pension alimentaire.

En outre, N.D. pourra faire état de sa situation financière et notamment de ses charges, celle de payer un loyer, pour voir évaluer dans des proportions raisonnables le montant de la pension à verser.

Question 4 :

Le père de M. D. a conclu un mandat de protection future le 26 Mai 2011, par acte (notaire), au profit de son notaire. Il a été placé sous curatelle par jugement du 2 Juillet 2016 rendu par le juge des tutelles.

Le mandat étant un contrat, il est soumis, à peine de nullité, aux conditions de validité de ce type d'acte juridique, en ce compris la sanction du consentement des parties au contrat, telle que prévue de l'article 414-1 du code civil.

Toutefois, au terme de l'article 414-2 du code civil, l'action en nullité de l'acte ne peut être exercée que par l'intéressé tant que celui-ci est en vie. Ainsi, en l'espèce, M. D. ne pourra pas remettre en cause la validité du mandat de protection future conclu par son père. En outre, la preuve de l'altération de ses facultés mentales dès 2011 paraît s'avérer difficile à rapporter. Enfin, l'action se prescrit par 5 années de sorte que le mandat ayant été signé le 26 Mai 2011, il ne pourrait être contesté que jusqu'au 26 Mai 2016.

En conclusion, M. D. ne pourra pas faire déclarer nul le mandat de protection future conclu par son père, malgré l'altération possible de ses facultés mentales.

Question 5 :

Le mandat de protection future a été activé le 15 Octobre 2016 tandis qu'une mesure de curatelle a été prononcée par jugement en date du 2 Juillet 2016.

La mesure de curatelle prononcée ne fait pas obstacle à la mise en œuvre du mandat de protection future. Dès lors

que les conditions d'activation en sont réunies et vérifiées par le juge, et notamment l'attribution des facultés mentales, caractérisées en l'espèce du fait de l'existence d'une mesure de protection. (art 481 du code civil), la volonté du mandant doit être respectée.

Toutefois, N.D., ayant peu confiance en le notaire désigné mandataire, pourrait solliciter que soit révoqué le mandat, en faisant valoir que son exécution est de nature à porter atteinte aux intérêts du mandant (article 483 du code civil) et ce dans la mesure où toute personne dispose de la qualité à agir (article 484 du code civil). A titre subsidiaire qui soit maintenue une mesure de protection judiciaire, en l'espèce la curatelle, à titre complémentaire confiée à un mandataire ad hoc (article 485 du code civil)

Question 1

N.D. entend contester l'ordonnance rendue le 2/11/15 par le juge aux affaires familiales, le condamnant au versement d'une contribution aux charges du mariage, et qui lui a été signifiée le 20/01/16.

En application de l'article 1114 du code de procédure civile, ce type de litige relève de la matière contentieuse. L'appel est ouvert contre les décisions rendues par le juge aux affaires familiales mais il comprendra, conformément à l'article 538 du code de procédure civile, de respecter un délai d'1 mois.

En l'espèce, N.D. peut faire appel de la décision rendue jusqu'au 20 Février 2016.

Considérant que N.D. ne fait appel de la décision contestée dans les délais légaux, il pourra présenter dans le cadre des moyens de défense à avancer, et in limine litis, l'irrecevabilité de l'action intentée par son épouse en faisant valoir l'exception de procédure que est la nullité de l'acte de mariage.

En l'espèce, l'assignation délivrée par l'huissier de

Concours section : 2e concours d'accès

Epreuve matière : Cas pratique CIVIL

N° Anonymat : **MSRBH514 RL** Nombre de pages : 8

Concours : 2^e concours d'accès à l'ENM

Epreuve : Cas pratique de droit civil

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



Justice a été transformée en procès verbal sur le fondement de l'article 659 du code de procédure civile, et les diligences mentionnées comme réalisées par l'huissier de justice apparaissent fondées sur des données erronées, non vérifiées.

Un vice de forme pourra être recherché sur le fondement de l'article 114 du code de procédure civile, nécessitant la preuve d'un grief, du vice affectant le procès verbal et l'absence de régularisation de ce vice.

N°

5.15

N°

.../...

